

Communiqué de presse

L'extrême droite est un danger pour les personnes en situation de pauvreté

La dissolution de l'Assemblée nationale à la suite des élections européennes ouvre la porte à une France gouvernée par l'extrême droite. Face à ce risque majeur, notre société civile doit, plus que jamais, se mobiliser.

Les membres du collectif Alerte luttent contre la pauvreté et l'exclusion. Ils sont **rassemblés autour des valeurs fondamentales de Solidarité, de Fraternité et d'Humanité**. Ils défendent l'universalité des droits. Nous refusons que se crée une société qui compromette ces valeurs. Nous refusons une société qui stigmatise les victimes de la pauvreté et les trie or c'est ce que propose le Rassemblement National.

En Occitanie, un quart de la population vit dans la pauvreté ou dans son halo¹. Cette pauvreté touche plus particulièrement certaines populations selon diverses caractéristiques : lieu de vie, âge, situation familiale, rapport à l'emploi. Près des ¾ des personnes au chômage sont concernées¹. Le phénomène est également marqué parmi les familles monoparentales et les familles nombreuses (4/10)¹. Un enfant sur quatre vit dans un ménage pauvre¹. **Nos départements se distinguent aussi par un triste record : 5 d'entre eux sont parmi les 10 départements les plus pauvres de la France métropolitaine** dont les Pyrénées-Orientales et l'Aude en haut du classement.

Le Rassemblement National porte la priorisation de l'accès à certains droits et infrastructures « aux Français », par rapport aux étrangers vivant ici. **Le projet du Rassemblement National prévoit une distinction dans l'accès aux logements sociaux, à la santé, au travail. Il crée de la stigmatisation, de la discrimination, de la défiance, loin des principes permettant de mieux vivre ensemble.**

Nous ne voulons pas de cette société. Nos organisations sont fermement attachées à nos valeurs et continueront à œuvrer aux côtés des plus vulnérables. Cependant, leurs actions pourraient être entravées si l'extrême droite parvenait au pouvoir.

Nous en appelons aux responsables politiques, aux candidats aux élections législatives, pour porter ces valeurs et répondre à la crise sociale qui mine notre démocratie.

Nous appelons nos bénévoles, nos salariés, les personnes accompagnées, nos sympathisants et la société civile à voter aux élections législatives les 30 juin et 7 juillet pour la Solidarité, pour lutter contre la précarité, pour défendre les personnes en situation de pauvreté.

Signataires :

Pour le Collectif Alerte en Occitanie, APF France Handicap, la Fédération des Acteurs de la Solidarité, la Fondation Abbé Pierre, la Fraternité Régionale Occitanie des Petits Frères des Pauvres, Médecins du Monde, le Secours Catholique Caritas France Occitanie, l'URAF et l'URIOPSS.

Contacts presse :

Nolwenn RIVIERE, URIOPSS Occitanie/animatrice du collectif, n.riviere@uriopss-occitanie.fr, 06 66 62 92 34
Anne-Claire HOCHEDÉL, FAS Occitanie, anne-claire-hochedel@federationsolidarite.org, 06 12 94 32 58

¹ Source : INSEE